

DECRET n° 97-653 du 10 novembre 1997. — M. Ahoua N'Doli Théophile, ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et du Développement industriel, est chargé de l'intérim du ministère de la Communication, pendant l'absence de Mme Danièle Boni-Claverie.

Le présent décret prend effet pour compter du 10 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-654 du 10 novembre 1997. — M. Vlami-bi-Dou Faustin, ministre de la Promotion des Jeunes et de la Culture civique, est chargé de l'intérim du ministère de la Culture, pendant l'absence de M. Bernard Zadi Zaourou.

Le présent décret prend effet pour compter du 10 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-655 du 10 novembre 1997. — M. Alain Gauze, ministre chargé des Matières premières, est chargé de l'intérim du ministère délégué auprès du ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, chargé de la Promotion des Jeunes Exploitants agricoles, pendant l'absence de M. Amadou Ouattara.

Le présent décret prend effet pour compter du 10 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-656 du 11 novembre 1997. — M. Niamien N'Goran, ministre de l'Economie et des Finances, est chargé de l'intérim du ministère des Ressources minières et pétrolières, pendant l'absence de M. Mohammed Lamine Fadika.

Le présent décret prend effet pour compter du 1 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-657 du 12 novembre 1997. — M. Zakpa Koménan, ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, est chargé de l'intérim du ministère de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Prévoyance sociale, pendant l'absence de M. Atsain Achi.

Le présent décret prend effet pour compter du 12 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-658 du 13 novembre 1997. — M. Ezan Akélé, ministre des Infrastructures économiques, est chargé de l'intérim du ministère de l'Economie et des Finances, pendant l'absence de M. Niamien N'Goran.

Le présent décret prend effet pour compter du 13 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-659 du 24 novembre 1997. — M. Amadou Ouattara, ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, chargé de la Promotion des Jeunes Exploitants agricoles, est chargé de l'intérim du ministère chargé des Matières premières, pendant l'absence de M. Alain Gauze.

Le présent décret prend effet pour compter du 22 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-660 du 24 novembre 1997. — M. Pierre Kipré, ministre de l'Education nationale et de la Formation de Base, est chargé de l'intérim du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation technologique, pendant l'absence de M. Saliou Touré.

Le présent décret prend effet pour compter du 24 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-661 du 24 novembre 1997. — M. Bandama N'Gatta, ministre de la Défense, est chargé de l'intérim du ministère des Ressources minières et pétrolières, pendant l'absence de M. Mohammed Lamine Fadika.

Le présent décret prend effet pour compter du 20 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 97-662 du 24 novembre 1997. — M. Vlami-bi-Dou Faustin, ministre de la Promotion des Jeunes et de la Culture civique, est chargé de l'intérim du ministère des Sports, pendant l'absence de M. Siguidé Soumahoro.

Le présent décret prend effet pour compter du 19 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*DECRET n° 97-631 du 3 novembre 1997 portant ratification du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Su rapport du ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 95-619 du 3 août 1995 autorisant la ratification du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié par le décret n° 96 PR. 10 du 10 août 1996 ;

Vu le décret n° 96-179 du 1<sup>er</sup> mars 1996 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le texte du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan,

## DECRETE :

Article premier. — Est ratifié le Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan.

Art. 2. — Le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Santé publique, le ministre de la Famille et de la Promotion de la Femme, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

*DECRET n° 97-632 du 3 novembre 1997 portant publication du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 95-619 du 3 août 1995 autorisant la ratification du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié par le décret n° 96 PR. 10 du 10 août 1996 ;

Vu le décret n° 96-179 du 1<sup>er</sup> mars 1996 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-631 du 3 novembre 1997 portant ratification du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan ;

Vu le texte du Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan,

## DECRETE :

Article premier. — Le Traité instituant une Conférence interafricaine de Prévoyance sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 2. — Le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Santé publique, le ministre de la Famille et de la Promotion de la Femme, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 novembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

. TRAITE INSTITUANT  
Une Conférence interafricaine de  
la Prévoyance sociale

## PREAMBULE

Les Gouvernements de la République du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République Centrafricaine, de la République Fédérale Islamique des Comores, de la République du Congo, de la République de Côte d'Ivoire, de la République Gabonaise, de la République de la Guinée équatoriale, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad, de la République togolaise, ci-après dénommés les hautes Parties contractantes :

— Désireux d'établir et de consolider les liens d'intégration, économique et sociale qui les unissent ;

— Préoccupés par les déficiences dans la gestion administrative, technique et financière de leurs Organismes de Prévoyance sociale ;

— Considérant la nécessité de poursuivre en commun la rationalisation du fonctionnement de leurs systèmes de Prévoyance sociale et soucieux de renforcer les actions d'ores et déjà engagées en matière de formation ;

— Convaincus que l'intensification de leur coopération permettra une meilleure utilisation des ressources et des moyens affectés à la Prévoyance sociale et aura ainsi une incidence positive sur le processus de développement économique et social en assurant la participation des partenaires sociaux et la protection des travailleurs migrants ;

— Désireux de créer à ces fins une Organisation commune dotée de compétences et d'organes propres agissant dans la limite des pouvoirs qui leur sont conférés par le présent Traité ;

Sont convenus de ce qui suit :

## TITRE PREMIER

## DES OBJECTIFS

Article premier. — Les hautes Parties contractantes instituent entre elles une Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale (CIPRES), ci-après dénommée la Conférence, afin de poursuivre en commun la réalisation des objectifs suivants :

1° Fixer les règles communes de gestion ;

2° Instituer un contrôle de la gestion des Organismes de Prévoyance sociale en vue de rationaliser leur fonctionnement pour mieux garantir les intérêts des assurés sociaux y compris ceux des travailleurs migrants ;

3° Réaliser des études et élaborer des propositions tendant à l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux Organismes et aux régimes de Prévoyance sociale ;

4° Faciliter la mise en œuvre, par des actions spécifiques au niveau régional, d'une politique de formation initiale et permanente des cadres et techniciens des Organismes de Prévoyance sociale dans les Etats membres.

Art. 2. — La Conférence est dotée de la personnalité juridique. Elle peut, à ce titre, recevoir ou aliéner des biens, contracter et ester en Justice.

Le siège de la Conférence est établi par décision du Conseil. Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil.

La Conférence bénéficie dans les Etats membres des droits, immunités et privilèges accordés aux Organisations internationales.